

CHRISTOPHE CHARLE

**CLASSER LES UNIVERSITES
ET
LES UNIVERSITAIRES**

Au cours du XX^e siècle les classements universitaires se sont institutionnalisés et étendus de proche en proche touchant non seulement certaines disciplines, certains pays mais désormais la quasi totalité des écoles, universités, instituts, organismes de recherche, disciplines, sous disciplines, revues et les porteurs de ceux-ci et celles-ci, les universitaires et chercheurs, eux-mêmes non plus comme individus singuliers mais comme groupe locaux (les laboratoires) ou professionnels (classements disciplinaires). L'article s'efforce de retracer l'histoire de ce processus d'extension du domaine des classements universitaires et les fausses évidences sur lequel il repose, avant d'en mesurer les conséquences de plus en plus perverses à tous les niveaux. Au delà des explications habituelles par la mise en concurrence des établissements et des politiques néolibérales appliquées à partir des recommandations des organismes internationaux, il faut invoquer des phénomènes sociaux plus massifs : l'émergence d'un marché international des études dominé par les puissances anglophones, les profonds déséquilibres entre les disciplines plus et moins rentables et professionnalisantes qui imposent leur modèle aux autres et le renoncement progressif à leurs spécificités culturelles par les élites politiques et économiques des pays qui relevaient d'autres modèles universitaires axés sur l'Etat et un souci d'égalité. Pour autant le pire n'est pas toujours sûr comme l'indiquent les révoltes croissantes contre ces politiques universitaires dans de nombreux pays y compris ceux les plus soumis à ces processus depuis longtemps.

La *peregrinatio academica* au Moyen Age et à l'époque moderne, les circulations étudiantes du XIX^e siècle ou les carrières des universitaires allemands ou italiens par exemple suivaient des parcours privilégiés en fonction de l'image symbolique ou de la réputation des divers lieux du savoir. Mais tout cela relevait plus ou moins de la tradition ou de classements informels où intervenaient bien d'autres critères qu'académiques : l'agrément des villes et des régions, le climat de tolérance ou d'intolérance, les considérations financières, les sociabilités de longue date entre espaces intellectuels nationaux. C'est au cours du XX^e siècle que ces classements se sont institutionnalisés et étendus de proche en proche. Ils touchent non seulement certaines disciplines, certains pays mais désormais la quasi totalité des écoles, universités, instituts, organismes de recherche, disciplines, sous disciplines, revues et les porteurs de ceux-ci et celles-ci, les universitaires et chercheurs, eux-mêmes non plus comme individus singuliers (l'histoire des prix académiques est ancienne) mais comme groupe locaux (les laboratoires) ou professionnels (classements disciplinaires).

Avec le recul du temps, cet enchaînement paraît quasi inéluctable, comme la spirale du progrès et de la modernité fondée sur la concurrence généralisée et l'ouverture de tous les marchés à tous les vents. On en a les prémises dans le projet saint-simonien de la société industrielle où les savants devaient, avec les artistes et les industriels, être à l'avant-garde de cette nouvelle vision de l'histoire du monde comme course vers le mieux fondée sur le talent ou le mérite et non plus l'héritage et la rente. Depuis nombre d'années, des voix discordantes se font entendre pour dénoncer les perversions et perversités de ces classements. Elles questionnent en particulier un certain nombre de présupposés de cette logique de concours ou d'évaluation généralisée avec l'interrogation terminale : qui classera les jurys de classement ? Qui jugera les juges ? Que classe-t-on vraiment quand on classe les universités, les universitaires ou les chercheurs et surtout à qui profite le classement ?

Ces inférences du classement, répandus par l'écho médiatique, à l'excellence ou à la compétence des mieux classés deviennent hautement problématiques quand il s'agit non d'individus, ou de groupes scolarisés ou

formés de manière homogène autour d'objectifs identifiables (l'acquisition de connaissances, la maîtrise d'un métier réglé ou d'une profession réglementée) mais des collectifs hétérogènes, eux-mêmes formés de sous-ensembles différenciés, produits d'histoires différentes, agissant dans des conditions économiques, sociales, politiques, culturelles, symboliques et historiques diverses, voire hétéroclites. On tente de les appréhender comme unités discrètes à l'instar des « élèves » ou des « étudiants » à partir de critères universels en apparence ou d'indicateurs quantitatifs globaux. Cependant leur signification est loin d'être stabilisée, étant donné les modèles multiples d'organisation universitaire ou de recherche présents à la surface de la terre.

Deux grandes raisons sont en général avancées pour justifier ces tentatives risquées qui occupent régulièrement, comme les marronniers sur le salaire des cadres ou les prix de l'immobilier, la une des hebdomadaires à grand tirage et de quelques journaux de référence. Certains expliquent cette défaite de l'esprit critique élémentaire par plusieurs facteurs internes et externes. C'est d'abord l'adage classique « *any number beats no number* ». Le chiffre ou le classement rassure par son évidence brute, il participe de toute une culture médiatique de la manipulation des indicateurs statistiques qui touche tous les domaines de la vie sociale, politique et culturelle.

L'acceptation de l'adage renvoie aussi à des processus sociaux et psychologiques plus ou moins conscients qui provoquent des réactions quasi pavloviennes au sein même de la communauté académique qui devrait pourtant utiliser son esprit critique à ce sujet aussi pour être fidèle à sa fonction. En réalité, en interne, l'habitus universitaire est le produit lui-même d'un processus d'évaluation par les pairs ou les supérieurs qui a fait intérioriser par les responsables en charge de la production des données nécessaires aux classements la légitimité de l'opération, dans la mesure où eux-mêmes sont issus d'opérations de tri et de promotion similaires tout au long de leur formation et de leur carrière.

Au plan externe, l'ensemble de la société libérale capitaliste est aussi traversée par la fièvre multiforme des classements. Des affaires industrielles au tourisme, de la compétition sportive aux prix littéraires et scientifiques, des restaurants aux jeux télévisés, des cotes de popularité aux villages préférés des Français, tout est prétexte à classements, podiums et médailles. Les secteurs qui classent en dernier ressort n'ont pu échapper à leur tour aux opérations qu'ils appliquent à une échelle toujours plus large aux populations scolarisées avec la massification de l'enseignement secondaire puis supérieur. Le classement ou le déclassement de tel établissement nourrit à la fois l'arrogance de quelques uns, la *Schadenfreude* des déçus et le refus de tout classement chez les mal nantis du cocotier de la gloire médiatique.

Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut tout d'abord de retracer l'histoire de ce processus d'extension du domaine des classements universitaires et les fausses évidences sur lequel il repose avant d'en mesurer les conséquences de plus en plus perverses à tous les niveaux.

Brève histoire des classements universitaires

Des transformations économiques et sociales plus vastes expliquent d'abord comment la certification des universités est devenue un enjeu global, c'est-à-dire planétaire. Comme tout bien qui se diffuse largement, l'exigence de distinction ou de qualité au sein des diplômes et des diplômés s'est affirmée contre la banalisation et l'uniformisation qui a accompagné la massification progressive de l'enseignement supérieur. On peut le voir dès la naissance des premiers « rankings », ceux établis entre les universités américaines.

Ces classements sont bien antérieurs en effet aux processus européens ou internationaux du tournant du XXe-XXIe siècle qui ont rendu ce thème très médiatique avec le classement de l'université Jiatong, dit de Shanghai, puis les autres classements concurrents du *Times Higher Education Supplement* ou plus récemment la

tentative de classement alternatif de l'Union européenne.

D'une rive à l'autre de l'Atlantique.

Le premier pays à massifier son enseignement supérieur, les Etats-Unis, a accompagné cette mutation par l'instauration de multiples compétitions internes, transposées ensuite à l'extérieur à mesure que le modèle états-unien influençait les autres systèmes universitaires. Aux Etats-Unis, la compétition opposait d'abord anciennes et nouvelles universités, anciens et nouveaux collèges, ceux à financement privé et ceux à financement public par les Etats fédérés. Le plus ancien et connu, même s'il était au départ très différent des ultérieurs, est celui de l'Ivy League. Ce club de 8 universités anciennes et privées du nord-est (Harvard, Princeton, Cornell, Yale, etc.) a tellement bien imposé son image prestigieuse que l'élitisme social ou religieux initial a été transformé en une sélection scolaire et nationale de plus en plus drastique à mesure que des universités plus récentes, moins dotées et moins chères proposaient des formations homologues dans les différents Etats. Il est frappant de voir que cette compétition entre un système privé, socialement puis scolairement sélectif et un système public, partiellement calqué maintenant sur le privé et théoriquement plus démocratique (puisque moins cher et plus décentralisé) aboutit dans les classements américains comme dans les classements internationaux à préserver l'avantage historique d'une grande partie des établissements de l'Ivy League renforcés par quelques grandes universités publiques ou privées plus récentes des Etats de l'Ouest comme Stanford mais s'appuyant sur les mêmes atouts : des ressources tirées de leurs *alumni* bien positionnés dans la société, de bienfaiteurs fortunés ou de contrats privilégiés de recherche avec certains secteurs économiques ou étatiques (défense nationale notamment).

Ce processus s'est mis en place de longue date dans l'espace états-unien à partir du moment où les plus grandes universités ont cherché à attirer les meilleurs étudiants et pas seulement pour l'Ivy League les héritiers de l'élite WASP

ou, pour les universités d'Etat les plus prestigieuses, les aspirants à la mobilité sociale hors de des *colleges* les plus proches. Cette compétition entre les meilleures universités privées et publiques a donné naissance à un premier classement, celui des « *best colleges* » de l'*US News and World Report* au début des années 1980¹. Cela correspond aussi au moment où les difficultés économiques et les baisses des financements publics poussent les exécutifs universitaires à hausser les droits d'inscription. Les familles et les étudiant(e)s ont donc besoin de savoir quel est le rapport qualité/prix pour faire face à cette charge croissante des coûts d'éducation supérieure. Mais le classement induit un effet pervers. Les mieux classés en profitent pour augmenter leurs droits en arguant des qualités reconnues de leur formation et l'on retrouve, comme par hasard, les membres de l'*Ivy League* et les plus grandes universités publiques dans les établissements les plus chers, exclusion économique partiellement atténuée par l'obtention de bourses au mérite.

Le plus surprenant est la rapidité avec laquelle les universités européennes ont été progressivement aspirées par ce modèle de classement inventé outre-Atlantique. L'espace universitaire européen à partir de la décennie 1990 a reproduit en accéléré ce processus de mise en évaluation et de concurrence générale. Tout a commencé avec la mise en place de l'harmonisation des systèmes universitaires en Europe à la suite de la réunion de la Sorbonne à l'initiative du ministre Claude Allègre (1998), fasciné de longue date comme savant par les campus états-uniens. Cette déclaration est elle-même inspirée par le rapport Attali, *Pour un modèle européen de l'enseignement supérieur* et prolongé par la déclaration de Bologne (1999) qui met en place le LMD. Il est aujourd'hui généralisé même au delà de l'Europe officielle comme certification standard jusqu'en Russie et au Maghreb.

A partir du moment où l'on cherche à unifier l'espace européen de l'enseignement, s'instaure une logique d'évaluation transnationale pour pouvoir donner des

¹ Michel Mudry, « Universités du monde le tropisme américain », *Hérodote*, n°168, 1^{er} trimestre 2018, p. 39-58, en particulier p.51.

équivalences entre diplômes, attirer les étudiantes et étudiants en mobilité, conquérir une réputation non locale. Ce qu'on désigne, dans la novlangue des institutions internationales, par le *bench-marking* et l'assurance qualité. De ce fait, les discours et les objectifs de la politique universitaire européenne ont subi une mutation complète. Aux objectifs initiaux, humanistes et culturels de création d'un supplément d'âme à une Union européenne fondée principalement sur la construction du marché commun et la marche vers la monnaie unique, s'est substituée, depuis la stratégie de Lisbonne de 2001, l'ambition affichée de construire : « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ² ». La productivité intellectuelle des universités doit donc être à son tour évaluée comme celle de toute autre branche et l'expression « économie de la connaissance » par son ambivalence est elle-même significative. Cela implique donc, dans les années récentes, une mise en compétition des universités directement calquée sur le monde des entreprises et des échanges commerciaux mais aussi sur l'espace universitaire états-unien précurseur en ces matières. La médiatisation des classements universitaires, reprise sans critique par les idéologues du marché universitaire et les politiques soucieux d'apparaître modernes, a joué un rôle central pour l'imposition d'une représentation économiste de l'espace universitaire européen et plus largement mondial.

La mondialisation universitaire

Mais le plus décisif n'a pas été seulement la compétition entre l'Ancien et le Nouveau

² Conseil européen de Lisbonne des 23 et 24 mars 2000, cité par Marion Gaillard, « De la stratégie de Lisbonne à la stratégie 2020 » *Vie publique* 15 mars 2013 (<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/unioneuropeenne/approfondissements/strategie-lisbonne-strategie-europe-2020.html>), consulté le 24/07/ 2018.

Monde qui était à l'arrière plan de la stratégie de Lisbonne et du processus de Bologne. Ce qui a généralisé l'emprise des classements comme outil d'évaluation politique universitaire, c'est un phénomène social : la montée en puissance des flux d'étudiants internationaux et la mondialisation universitaire avec l'émergence de nouveaux pôles académiques en Asie orientale et en Amérique latine. Sans doute, ces flux entre le monde qu'on disait développé et le monde qu'on osait encore appeler naguère sous-développé ne datent pas d'aujourd'hui. Ils dessinaient, dès le XIXe siècle, comme l'a montré Victor Karady³ une domination de l'Europe occidentale, berceau des plus anciennes universités, sur les élites de l'Europe centrale et orientale, voire, plus lointainement, sur celles d'Amérique du sud et du bassin orientale de la Méditerranée. Dans le vieil annuaire *Minerva* qui paraissait au tournant du XIXe siècle on classait seulement les universités en fonction du nombre d'étudiants. Les statistiques officielles insistaient aussi sur la part d'étudiants étrangers, signe de leur réputation internationale. Rien de nouveau de ce point de vue par rapport à certains indicateurs actuels.

Toutefois les flux d'alors n'avaient évidemment rien de commun avec ceux des années récentes et surtout l'enjeu économique, social et culturel change de nature quand les droits payés par ces étudiants internationaux deviennent un moyen de financement pour les systèmes universitaires qui ont adopté une logique de marché et une volonté de transférer la charge des études du contribuable à l'étudiant ou à ses parents, phénomène imité des Etats-Unis, et de plus en plus dominant aussi bien dans les autres pays anglophones que dans de nombreux pays d'Asie, d'Europe de l'Est ou d'Amérique latine.

³ Victor Karady, « La migration internationale d'étudiants en Europe, 1890-1940 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145, décembre 2002, pp. 47-60 et « Student Mobility and Western Universities : Patterns of Unequal Exchange in the Europe Academic Market, 1880-1939 », in C. Charle, J. Schriewer, P. Wagner (eds), *Transnational Intellectual Networks. Forms of Academic Knowledge and the Search for Cultural Identities*, New York, Francfort, Campus, 2004, pp. 361-399.

Quelques chiffres illustrent la mutation planétaire : dans les années 1960, on évaluait le nombre d'étudiants hors de leur pays d'origine à 238 000, effectif multiplié par six en 1995 (1,5 million) et supérieur à 2,12 millions au début des années 2000 et à 4,6 millions en 2015 soit environ 2% des effectifs universitaires mondiaux⁴. Ces flux restent très déséquilibrés selon les régions du monde. En 2005, les quatre principaux pays anglophones (Etats-Unis, Royaume Uni, Australie et Nouvelle Zélande) totalisaient plus d'un million d'étudiants étrangers, soit près de la moitié du total mondial, ce qui ne représentait cependant qu'entre 4 et 17% de leurs propres effectifs nationaux⁵. Aux Etats-Unis, le principal pays d'accueil, l'effectif des étudiants étrangers a été multiplié par 2,3 en vingt ans et même si, globalement, le taux d'étudiants étrangers n'a que légèrement augmenté par rapport au total général il devient très significatif dans les universités les plus prestigieuses qui en font un argument d'image et d'attractivité pour obtenir soutien des fondations, dons et contrats. Ainsi en 2010, l'Université de Columbia à New York annonçait sur son site internet un taux général d'étudiants étrangers de 23%, mais il montait à 40,7% pour la *School of International and Public Affairs*, et même à 58,7% dans la *School of Engineering and Applied Science*⁶. En 2003, aux États-Unis, plus de la moitié des diplômés

d'un doctorat étaient nés à l'étranger (contre 27 % en 1973), le pourcentage étant de 50 % en sciences physiques, 67 % en ingénierie et 68 % en sciences économiques⁷. En 2000, l'apport financier des étudiants étrangers représentait 3,5% du total des exportations de « services » soit 10,28 milliards de dollars et plus du double (24 milliards de dollars) en 2013⁸.

Dans ce nouveau monde émergent dont la norme est fixée outre-Atlantique, on conçoit que la logique du classement international est autant un enjeu pratique, qu'économique et symbolique. Tout comme la professionnalisation du sport a donné naissance à des compétitions entre clubs de plus en plus larges et une différenciation entre grands et petits clubs, le nouvel espace de concurrence universitaire instaure une sorte de championnat dont les *rankings* en compétition dans les médias seraient la coupe du monde annuelle. Comme l'a montré Christophe Strassel, la multiplication des classements internationaux, émanant le plus souvent de groupes de presse, d'organismes de consultation privée ou de filiales commerciales d'universités dominées par le modèle états-unien est la conséquence logique de ces flux étudiants⁹. Ils renforcent les images positives et négatives des divers espaces universitaires, visent à conseiller les familles et à orienter les choix éducatifs des futurs diplômés des classes moyennes émergentes des pays en développement rapide dont les universités, même si elles s'efforcent d'imiter les modèles internationaux voire de les importer clé en main (ainsi dans les pays du Golfe ou en Asie

⁴ Tse-Mei Chen & George A. Barnett, « Research on International Student Flows from a Macro Perspective: A Network Analysis of 1985, 1989 and 1995 », *Higher Education*, vol. 39, n°4, Juin 2000, pp. 435-453, notamment p. 435 ; Nigel M. Healey, « Is higher education in really 'internationalising' ? », *Higher Education* Vol. 55, n° 3, March 2008, pp. 333-355, p. 335, tableau 1, d'après OECD, *Education at a Glance*, 2005 ; Christophe Strassel, « Les enjeux géopolitiques de la mondialisation universitaire » *Hérodote*, n°168, 1^{er} trimestre 2018, p.16 d'après UNESCO 2017.

⁵ N.M. Healey, *ibid.*, p. 336 : 565 039 pour les Etats-Unis (4%), 318 395 pour le Royaume Uni (13%), 163 930 pour l'Australie (17,7%), 30 674 pour la Nouvelle Zélande (14%).

⁶ Source : http://www.columbia.edu/cu/opir/abstract/2010-enrollment_ethnicity.htm.

⁷ Stéphan Vincent-Lancrin, « L'enseignement supérieur transnational : un nouvel enjeu stratégique ? », *Critique internationale*, n° 3, avril-juin 2008, p. 75 (d'après John Bound, Sarah Turner, Patrick Walsh, « Internationalization of U.S. Doctorate Education », National Bureau of Economic Research (NBER), 2006, mimeo.)

⁸ Sheila Slaughter & Gary Rhoades, *Academic Capitalism and the New Economy*, Baltimore, The Johns Hopkins U.P., 2004, p. 62 ; <http://www.letudiant.fr/educpros/actualite/mobile-aux-etats-unis-les-universites-americaines-n-ont-jamais-attire-autant-d-etudiants-etrangers.html>

⁹ Christophe Strassel, « Les enjeux géopolitiques de la mondialisation universitaire » art.cit., p. 9-38.

du Sud Est). On voit les meilleurs éléments (ou les plus nantis) chercher dans un Occident mythifié les clés d'accès à « l'excellence » académique ou à la meilleure professionnalisation, voire à l'accès au marché du travail des pays dits « riches ». Comme le répond l'un des concepteurs de ces classements à un colloque du Sénat intitulé « Oublier Shanghai » :

« En conclusion, nous faisons ceci afin de servir les besoins des jeunes diplômés qui veulent étudier dans les universités de « classe mondiale », partout dans le monde, afin de les aider à trouver la bonne université qui corresponde à leurs besoins spécifiques¹⁰. »

Quelques biais méthodologiques

Les universités sont donc maintenant assimilées à des firmes ou à des marques qui se partagent un marché de diplômes et de diplômés dont la valeur sociale est mesurée en fonction des débouchés et des salaires retirés par les diplômés de cet « investissement éducatif ».

Les critères du pôle économique

On peut commencer l'examen critique des biais méthodologiques de ces classements par le secteur le plus acquis à l'esprit de compétition et de rentabilité professionnelle, le pôle économique de l'enseignement supérieur. Les écoles de commerce ont généralisé ces jeux olympiques des classements de filière et plusieurs journaux en proposent désormais, des synthèses pour les lecteurs alors que les variations annuelles sont en réalité très faibles du fait même des critères identiques utilisés : ouverture internationale, avis des recruteurs, production académique

des enseignants¹¹. Les grandes écoles de commerce françaises se flattent aussi de leur place dans les classements internationaux de MBA (*master of business administration*), bien meilleure relativement que celle des principales universités françaises dans les autres classements, du fait de l'accord sur les mêmes critères partagés avec le monde des affaires dont elles sont la porte d'entrée. Dans *Le Journal du management* du 11 octobre 2006 qui reprend le classement du *Financial Times*, on peut ainsi lire : « dans les 100 premières *business schools*, on trouve 57 établissements américains, 27 européens, 7 canadiens, 2 australiens et 2 chinois. » Trois écoles françaises y figuraient alors : l'INSEAD, 8^e, HEC, 22^e et l'ESCP-EAP, 99^e.

L'ordre ne correspond pas toutefois, on le voit, à celui des classements internes français. Les principes de ce classement ont le mérite de la simplicité la plus matérialiste : le salaire perçu trois ans après la fin du MBA, la croissance du salaire obtenu grâce au MBA, le taux d'emploi de la promotion trois mois après la fin du MBA, la proportion de femmes par promotion, la proportion d'étudiants étrangers, la mobilité internationale. Comme la réputation de ces établissements repose sur les réseaux d'anciens qu'ils placent et qui facilitent la carrière des nouveaux entrants, on voit comment un tel classement provoque un avantage cumulatif à la façon dont les anciens de l'Ivy league ont construit une image prestigieuse et maintenu les réseaux sociaux garants de la rentabilité du titre décerné. En retour, ces *business schools* peuvent réclamer des droits supérieurs pour recruter des enseignants réputés dont les carnets d'adresses faciliteront à leur tour, en principe, les carrières des nouveaux diplômés¹². Le droit d'entrée est à la hauteur de l'avantage promis : 69 840 dollars par an pour la Harvard Business School, 2^e du

¹¹ Voir les nombreux classements concurrents des différents journaux. <http://orientation.blog.lemonde.fr/files/2018/05/Capture-d%E2%80%99e%CC%81cran-2018-05-29-a%CC%80-14.31.18.png>

¹²

<http://management.journaldunet.com/repere/mba.shtml> « Trois écoles françaises parmi les 100 meilleurs MBA du monde ».

¹⁰ Interview de Nunzio Quacquarelli, directeur de QS world university rankings, in « Oublier Shanghai » actes du colloque du Sénat du 6 mai 2010 : voir <http://www.senat.fr/rap/r09-577/r09-5772.html>

classement mondial, qui assure, d'après le classement cité, le salaire le plus élevé à ses diplômés au bout de trois ans, soit 152 733 dollars par an. Autrement dit, deux années d'études sont remboursées par un an de salaire, le ratio n'est pas mauvais, comme diraient les économistes.

Les critères du pôle recherche : de Shanghai à Londres

Les classements universitaires globaux, eux, gommant cette analyse purement financière en termes de plus value professionnelle des diplômés mais la logique comptable y règne indirectement ou y conduit. En fait, ce ne sont pas des universités qu'on classe, dès lors que les universités sont devenues des « multiversity », selon le néologisme proposé par Clark Kerr dans les années 1960¹³, agglomérant des niveaux, des formations, des centres de recherche dont les logiques sont multiples et que le trop fameux classement de Shanghai prétend additionner comme si elles représentaient autre chose qu'une fiction administrative. Derrière les universités dans ce classement qui vise surtout le pôle recherche, ce sont des collections de chercheurs rassemblés une année donnée par hasard sous une étiquette universitaire dont les performances sont évalués. Que l'on sache, ce n'est pas à l'Université d'Harvard ou à celle de Cambridge qu'on décerne un prix Nobel ou une médaille Fields. C'est à M. X ou plus rarement Mme Y qui se trouve travailler là à l'époque de l'observation et qui doit peut-être cette récompense à des idées ou des recherches qu'il ou elle a menées bien auparavant, ailleurs ou en coopération avec d'autres chercheurs d'autres équipes ou laboratoires, comme l'indique le fait que les prix Nobel vont de plus en plus à plusieurs individus la même année et parfois avec des origines nationales bien différentes de leur pays d'accueil. Cette assignation à une *alma mater* est donc pour le moins hasardeuse. Yves

¹³ Clark Kerr, *Métamorphose de l'université* (éd. américaine : *the Uses of the University*), Paris, Editions ouvrières, 1967.

Gingras note ainsi avec humour à propos d'un cas célèbre d'un savant déraciné :

« *Albert Einstein ayant été associé à l'université de Berlin au moment de son prix de Nobel de physique en 1922, c'est cette université qui obtient les points dans le classement. Cependant à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'université de Berlin s'est en quelque sorte divisée en deux, la partie est, sous régime communiste, devenant l'université Humboldt, et la partie ouest créant en 1948 l'université libre de Berlin. Evidemment toutes deux revendiquent Einstein*¹⁴. »

Pour l'anecdote, c'est même le bureau des brevets de Berne en Suisse qui pourrait légitimement réclamer aussi ce prix Nobel puisque les premiers travaux d'Einstein publiés sur la relativité l'ont été alors qu'il y travaillait sur de tout autres problèmes, on s'en doute.

Il en va de même des autres indicateurs : sont avantagées systématiquement les publications dans les périodiques scientifiques de langue anglaise dont une hiérarchie internationale (*impact factor*) a été créée dans certaines disciplines normalisées (sciences dures, psychologie, économie) et qui sont recensées dans des bases bibliographiques elles-mêmes restreintes aux langues dominantes, voire à une seule. Autant dire que plus des trois quarts du savoir humain et de la recherche ne sont pas pris en compte dans les classements comme ceux de l'université Jiao Tong de Shanghai¹⁵

La moitié de la note finale y dépend du nombre des lauréats des prix Nobel et médailles Fields et des articles publiés dans *Nature* et *Science*, soit donc un secteur très limité de disciplines. Les sciences sociales et la performance selon la taille de l'institution n'occupent qu'une position très minoritaire. C'est donc une définition très étroite du

¹⁴ Yves Gingras, *Les dérives de l'évaluation de la recherche. Du bon usage de la bibliométrie*, Raisons d'agir, 2014, p.102

¹⁵ Voir le site <http://ed.sjtu.edu.cn/rank/2006/ranking2006.htm> et les explications méthodologiques du texte en format pdf « Academic Ranking of World Universities-Methodologies and Problems » de N.C. Liu et Y. Cheng de l'Institute of Higher Education, Shanghai Jiao Tong University.

savoir, de l'enseignement supérieur et de sa reconnaissance qui est proposée où les livres n'existent pas, ni les humanités !

Ce n'est pas un hasard si n'apparaissent donc dans les classements que les établissements français dont le centre de gravité se situe principalement dans ces disciplines et donc visibles à travers ce type de filtre (Paris VI ; Paris XI, l'École normale supérieure sciences notamment).

On peut d'autre part douter que la valeur d'une université en tant qu'université découle de la visibilité internationale d'une fraction très minoritaire de ses enseignants-chercheurs : le gros des étudiants s'arrête en second cycle, et une minorité infime, même chez les apprentis chercheurs, sera en éventuel contact avec les cours et travaux des stars qui font l'essentiel du classement. Malgré ces absurdités évidentes, l'OCDE, la Commission européenne et tous les responsables tirent des enseignements prospectifs d'une évaluation sans rapport avec la question centrale : quels sont les lieux qui forment le mieux les étudiants ?

Vexés d'être doublés par les chercheurs chinois, les journalistes du *Times Higher Education Supplement* ont produit en 2004 un autre classement avec une méthodologie différente où le biais en faveur de certaines sciences est réduit tandis que les fonctions de formation sont mieux prises en compte¹⁶.

Le classement final dépend de trois grands blocs : l'enseignement qui compte pour 30%, la recherche pour la même proportion, les citations (idem) et deux fonctions inégalement réparties : la dimension internationale (7,5%) et les liens avec l'environnement économique (transfert de technologie). Même si l'éventail des activités universitaires est plus complet que pour le classement chinois, ici encore on retrouve des biais présents dans le classement Jiaotong. La recherche est évaluée principalement à partir de la réputation (tout comme l'enseignement). Mais sur quoi repose cette réputation : les index de citation, l'avis de

panels autorisés d'experts ou de milieux universitaires ?

Les autres indicateurs reposent sur des a priori parfaitement arbitraires. Par exemple, on nous révèle que sont exclus les établissements qui n'ont pas de premier cycle et pourtant, parmi les universités françaises retenues, on trouve trois écoles qui n'enseignent pas en premier cycle (l'ENS Paris, l'ENS Lyon, l'École polytechnique), on s'interroge donc sur la rigueur de la méthodologie. De même, il est expliqué que les établissements trop spécialisés sont exclus, ce qui n'a de sens que parce qu'on essaie de comparer à large échelle. Au contraire, du point de vue d'un étudiant ou d'un chercheur spécialisé, ce serait plutôt un avantage d'être dans un environnement hautement spécialisé pour ne pas être entravé par les arbitrages toujours compliqués entre facultés qui freinent en général le changements et l'adaptation aux nouveautés.

En matière d'enseignement, l'autre moitié de l'évaluation repose sur différents ratios apparemment « objectifs » : le taux d'encadrement des étudiants, le taux de docteurs par rapport aux licenciés (*bachelor*), le taux de docteurs par rapport à l'encadrement et les revenus institutionnels. Tous ces taux, apparemment neutres, ne font que traduire la richesse et l'ancienneté de dotation des universités considérées. Plus une université est ancienne, plus elle obtient de donations ou de ressources, plus elle peut donc créer de postes d'encadrement et de bourses pour des doctorats, et donc améliorer ces ratios. Bref ces critères sont très exactement calqués sur les fondements des universités à haut patrimoine matériel et symbolique qui composent le cœur des universités anglophones (celles de l'Ivy League ou d'Oxbridge), il n'est donc guère étonnant (surtout si l'on ajoute le critère de réputation lui-même fondé sur ce réseau d'anciens ou d'universités pratiquant les échanges de personnels) que tous ces indicateurs les mettent en tête.

Il ne s'agit pas pour autant de récuser ces critères qui ont une certaine pertinence relative pour un secteur limité des activités universitaires. Dans un monde idéal, toutes les

¹⁶ *The Times Higher Education supplement*, World University Rankings, par exemple du 5 novembre 2004. Le numéro du 27 octobre 2006 propose un classement spécifique pour les matières littéraires et les sciences sociales (p.8-9).

universités devraient disposer de ces avantages. Dans le monde réel, elles sont les produits d'une histoire et d'économies politiques différentes : d'un côté de la Manche ou de l'Atlantique semi publique semi privée et élitiste, de l'autre étatique et démocratique, donc à encadrement médiocre et ressources limitées globalement par la manne incertaine d'un Etat qui a toujours d'autres priorités ou arbitrages. Ce qui se rapproche le plus de l'économie politique universitaire sous-jacente aux classements anglophones dans les pays qui ne relèvent pas du modèle en question, ce sont les vieilles universités d'Etat. Certes, elles n'ont pas les mêmes ressources héritées de l'accumulation séculaire de capitaux propres, mais un capital symbolique transformé en réputation et aidé, de temps à autre, par des donateurs publics ou privés. C'est ce qui rend compte par exemple de la position éminente de l'ETH de Zurich, de quelques universités allemandes historiques situées dans les régions riches (Heidelberg) ou dans quelques grandes villes dynamiques (les deux universités de Munich, l'université Humboldt à Berlin) et interagissant avec une économie industrielle prospère. Bref, tout ce que les pays du Sud, France comprise, ont été incapables de bâtir sauf dans des niches comme l'Université Bocconi de Milan, quelques grandes écoles françaises ou écoles de commerce parisiennes bien dotées grâce à leurs liens avec les entreprises.

C'est ce qui explique que, dans certains classements comme le THE, miraculeusement, les universités françaises remontent un peu des ténèbres extérieures où de cruels mandarins chinois les avaient rejetées. Les deux grandes écoles fondées par la Convention (l'Ecole polytechnique et l'Ecole normale supérieure) apparaissent dans les 25 premières, juste retour de l'empire des concours au premier rang, tandis que les deux plus gros fragments de la vieille Sorbonne (Paris 6 et Paris 1) sont 88^e et 121^e. La vieille Angleterre aime décidément la tradition qui redonne ainsi la palme au noyau historique de l'Université napoléonienne. Là aussi, rien de surprenant puisque ce classement est fondé, pour partie, sur un panel d'experts qui

restituent l'échelle des prestiges symboliques établis de longue date dans l'opinion publique académique internationale. Ces petits jeux seraient assez dérisoires si la culture médiatico-politique ambiante n'en raffolait pas pour en tirer des conclusions intéressées ou si les classements ne servaient d'arguments pour engager des politiques universitaires aux effets pervers et cultiver l'effet Matthieu : on ne donne plus qu'aux déjà dotés, comme en France.

Le classeur (se) sachant classé, quelques effets pervers.

Normalisation internationale via les classements

Les candidats qui bachotent un concours le savent, il faut axer son effort sur les épreuves à gros coefficients qui font gagner des places et sur les disciplines où les notes sont les moins aléatoires. Les exécutifs universitaires obsédés par leur rang comme indice de réussite à faire valoir dans les médias ou en haut lieu pour obtenir des moyens supplémentaires agissent exactement comme les « bêtes à concours » ou les étudiants stratèges. Ils ont compris qu'on pouvait manipuler sa place dans les classements en orientant la politique universitaire de façon à améliorer le score pour certains critères qui pèsent plus que d'autres dans la note finale. Pour certaines universités, modifier le taux d'encadrement, pour d'autres privilégier les disciplines les plus internationales et visibles dans les *citations indexes*, pour d'autres encore, attirer des prix Nobel, des nobélisables ou des chercheurs à haut potentiel ou des étudiants étrangers de certaines zones toutes ces politiques pourraient augmenter les notes.

Ainsi se met en place une logique comptable qui induit la gestion du personnel, la politique des droits d'inscription, les créations et suppressions d'enseignements, l'appel aux partenariats avec le secteur privé ou les mécènes, la politique d'évaluation des enseignants et des chercheurs associés à l'institution.

Ces pratiques sont déjà à l'œuvre depuis longtemps dans les universités américaines d'élite, dans les universités anglaises, australiennes, néozélandaises, néerlandaises, italiennes, japonaises et bientôt aussi en Allemagne et dans nombre de pays d'Europe continentale. On a vu ainsi fleurir de l'Allemagne à la France jusqu'en Chine et au Japon ou au Brésil les fameuses « politiques d'excellence », l'excellence étant définie par les classements les plus courants. Dans d'autres pays, les arbitrages sont surtout négatifs. En Italie par exemple, la part d'autofinancement par les ressources propres arrivait en troisième position derrière l'Angleterre et l'Espagne d'après le rapport 2005 de l'OCDE. Une part croissante provient des droits versés par les étudiants et ces droits sont voués à augmenter ou décroître en fonction des classements universitaires nationaux et internationaux, à la fois parce que les nouveaux entrants se dirigeront vers les établissements réputés et parce que l'Etat aidera d'autant plus les établissements bien classés¹⁷.

Ces principes sont développés depuis plus de vingt ans en Angleterre et ont été encore accentués par le gouvernement de Tony Blair depuis la loi de 2004, puis par le gouvernement conservateur de David Cameron. Libres de fixer leurs droits pour les nationaux dans une fourchette située entre 1150 et 3000 livres, les universités anglaises ont décidé de demander le maximum (environ 4500 euros) pour éviter une concurrence du moins disant. Ayant perdu ainsi l'avantage financier qu'elles auraient pu tirer du nouveau dispositif, les universités les plus prestigieuses sont incitées à rentabiliser leur réputation auprès des étudiants étrangers à qui l'on peut appliquer des frais de scolarité beaucoup plus élevés¹⁸ : à Cambridge, en 2007, 9054 livres

dans les disciplines littéraires, 11862 livres dans les disciplines scientifiques, 21954 livres dans les disciplines cliniques plus 3300 à 4400 livres d'inscription dans un collège ; tout ceci n'inclut pas les dépenses personnelles pour vivre, estimées par l'Université elle-même à 6750 livres¹⁹. Ces étudiants étrangers, issus par définition de familles aisées des pays émergents, arbitreront leurs candidatures entre les universités des pays anglophones en fonction du rapport coût/efficacité que leur proposent les classements médiatiques entre universités américaines, australiennes et anglaises.

A l'aune de cette course mondiale à « l'économie du savoir » et de cette volonté de faire payer le coût des études même en proposant des prêts avantageux remboursables ultérieurement, les débats français récents paraissent des querelles de boutiquiers face aux hypermarchés partis à l'assaut des nouveaux marchés émergents. Toute une série d'indices attestent cependant que les anciennes censures sautent et que bien des présidents, des hauts fonctionnaires, voire des politiques sont persuadés qu'il faut s'inspirer de ces modèles prestigieux qui nous narguent du haut de leurs classements : revendication d'autonomie financière (obtenue partiellement par la loi Pécresse), augmentation des droits (pratiquée plus ou moins franchement selon les secteurs et les types de formation de Sciences Po à Dauphine), regroupement d'universités pour atteindre la taille critique, labellisation unifiée des travaux pour accroître la présence dans les index de citations, rejet des étudiants des pays pauvres au profit des nantis venus d'Asie ou des pays développés, tous ces emprunts à la vulgate internationale diffusée par l'OCDE se sont mis en place depuis 2007 comme les remèdes au mal universitaire français²⁰. Pour

¹⁷ Marco Pitzalis, « L'université italienne entre marché, formations professionnelles et pouvoir politique » actes du colloque de l'ARESER, C. Charle et C. Soulié, dir., *Les ravages de la « modernisation » universitaire en Europe* Paris, Syllepse, 2007, p.69-88.

¹⁸ Cécile Deer, « La Grande Bretagne à la croisée des chemins : entre volonté politique et logique économique », dans, *Les ravages de la « modernisation » universitaire en Europe*, op. cit., p.107-126.

¹⁹

<http://www.cam.ac.uk/admissions/undergraduate/international/costs.html>.

²⁰ Voir, par exemple, les conclusions de la Cour des Comptes dans son *Rapport public thématique sur la carte universitaire d'Île de France : une recomposition nécessaire*, décembre 2006 (www.ccomptes.fr/cour-des-Comptes/publications/rapports/carte-universitaire-idf/carte-universitaire.pdf) et du côté

l'instant comme on va le voir sans grands effets sur la position relative des meilleures universités françaises à l'échelle internationale.

« Bons » et « mauvais » élèves en France

Avec le recul d'une décennie, si l'on reprend le thermomètre initial, on ne voit pas de changement majeur dans la position très moyenne des universités françaises quel que soit le classement utilisé, sauf dans les secteurs qui reposent sur les mêmes principes d'économie politique universitaire que leurs concurrentes les mieux situées. Prenons par exemple le cas de Strasbourg qui fut l'université la plus en pointe pour être la « bonne élève » des politiques prônées par le ministère en fonction des classements. Dès 2009, est réalisée la fusion entre les trois universités de la capitale alsacienne pour former UNISTRA qui espère atteindre la taille critique face à ses concurrentes parisiennes ou européennes. Elle se vante désormais d'être la plus grosse université française avec 50 000 étudiants en 2017 devant Paris 1. Malheureusement le nombre d'étudiants n'est pas un critère pris en compte à l'échelle mondiale ou, du moins, pas dans le sens français : « gros » ne veut pas dire « grand ». Un autre regroupement universitaire français qui vise lui aussi l'excellence, Paris Sciences et Lettres, argue au contraire de son élitisme (17000 étudiants) et se compare volontiers à Princeton au nombre d'étudiants comparable au niveau recherche. Et, de fait, la fusion et la politique strasbourgeoise conforme aux directives ministérielles n'ont pas changé grand chose sauf sur certaines niches comme la chimie où Strasbourg a déjà produit plusieurs prix Nobel et encore récemment en 2016 (Jean-Pierre Sauvage). Or, l'année

des présidents d'université: les actes du séminaire de la C.P.U. (2005) sur le financement des établissements supérieurs ; J.-R. Pitte, *Jeunes, on vous ment - Reconstruire l'université*, Paris, Fayard, 2006 ou des journalistes « modernisateurs » : E. Davidenkoff et S. Kahn, *Les universités françaises sont-elles solubles dans la mondialisation ?*, Paris, Hachette, 2006. Pour une vue d'ensemble Michel Leroy, *Universités, enquête sur le grand chambardement*, Paris, Autrement, 2011.

suivante, le classement de Shanghai pour des raisons mystérieuses (compte tenu du poids du prix Nobel dans les critères de ce classement) fait perdre plusieurs dizaines de place à l'*alma mater* alsacienne (144^e) alors qu'auparavant elle se situait dans les 100 premières. On ne peut non plus invoquer les défauts spécifiques de ce classement déjà mentionnés plus haut puisqu'un autre classement concurrent, QS ranking, fait de même en 2017, la situant beaucoup plus bas encore 303^e au lieu de 260^e précédemment²¹. Interviewé sur ces contre-performances fortement médiatisées, le président de l'UNISTRA, Michel Deneken s'en tire comme les « mauvais élèves » face à une mauvaise note : c'est la faute à l'examinateur ou bien la question était mal posée²². Au delà de ce cas, on retrouve une constante des décideurs face aux classements ; lorsqu'ils leur donnent une bonne image, ils sont utilisés et loués comme des indices de la réussite de leur politique ; quand ils contredisent leurs objectifs, l'esprit critique et l'analyse fondée de leur biais redeviennent soudain d'actualité.

Une troisième attitude se rencontre, elle consiste à manipuler les indices qu'ils fournissent. Pour expliquer le mauvais résultat, le président de Strasbourg, théologien catholique formé à la scolastique, met en cause les effets collatéraux de la fusion. En introduisant les lettres et les sciences humaines et sociales dans le périmètre de l'ancienne université Louis Pasteur, Strasbourg a perdu en reconnaissance internationale puisque ces disciplines sont très mal ou peu prises en compte dans les classements internationaux. En revanche, si l'on retient les classements par disciplines phares, Strasbourg se situe bien plus haut. Comme l'indique un périodique

²¹

<https://www.lalsace.fr/actualite/2017/06/10/classement-des-universites-qs-strasbourg-retrograde-de-la-260e-a-la-303e-place>, consulté le 24 juillet 2018

²² Interview de Michel Deneken au 7/9h de France inter le 16 août 2017, partiellement citée dans <https://www.20minutes.fr/strasbourg/2117775-20170816-pourquoi-universite-strasbourg-relativise-resultat-classement-shanghai>

spécialisé qui parvient ainsi à relativiser la contre-performance alsacienne :

« L'université de Strasbourg, jusqu'alors dans le top 100 (87ème en 2015) se retrouve entre la 101ème et la 150ème place. En 2015, elle se distingue particulièrement dans les catégories scientifiques : 19ème mondiale en chimie, et entre la 51ème et la 75ème place en biologie et entre la 76ème et la 100ème place en physique²³. »

Enfin chaque mauvais résultat français est l'occasion de rappeler que le jeu n'est pas égal au plan financier entre les universités qu'on compare. Alain Beretz, pharmacien de formation, le président de l'UNISTRA, artisan de la fusion en 2009, bien que dans la ligne des politiques officielles de liens étroits entre la recherche et les applications, n'hésite pas à rappeler les lacunes de la politique gouvernementale :

« L'autonomie est présente dans les textes, mais elle ne passe pas dans les faits. C'est parce qu'en France il manque deux ingrédients essentiels à la réussite de l'autonomie universitaire : de l'argent et de la confiance. » (Le Monde 19 janvier 2012).

Comme exemple de jeu avec les classements, on a le cas presque inverse de Strasbourg, celui de l'École normale supérieure (Ulm) qui a été à l'origine du regroupement purement artificiel de Paris Sciences et Lettres où toutes les institutions d'élite correspondant aux critères de Shanghai se sont regroupées et ont assez bien réussi à monter en gamme relativement alors qu'elles étaient invisibles vues de la métropole chinoise puisque n'étant pas des « universités » au sens classique. C'est ce que raconte avec une pointe d'ironie Jean-Marc Monteil l'ancien directeur des enseignements supérieurs devant le Sénat dans le colloque « Oublier Shanghai », déjà cité :

« À l'époque, on se demandait comment on pourrait faire l'année prochaine pour monter brutalement dans le classement. Il y a des gens qui ont réussi à faire cela très bien. Je le dis très tranquillement

²³Anaïs Schambil « Classement de Shanghai : Strasbourg 1ère de France en génie chimique » 17 août 2016 <http://www.medtech-strasbourg.eu/fr/classement-de-shanghai-luniversite-de-strasbourg-1ere-de-france-en-genie-chimique/>, consulté le 25 juillet 2018.

avec Mme Monique Canto-Sperber, qui est la directrice de l'École normale supérieure. Elle est allée en Chine et elle leur a dit : « les prix Nobel et les médailles Fields sont presque tous normaliens supérieurs et ils ont été formés à l'École normale. Si vous intégrez ce classement dans le dispositif, il n'y a plus aucun problème, on est devant²⁴. »

Le plus étonnant dans cette affaire des classements des universités et des universitaires est que tous feignent d'adopter le point de vue idéaliste d'un monde où l'esprit de recherche et le dévouement à l'enseignement libre seraient des normes universelles et universellement acceptées, c'est-à-dire le transfert des conditions propres à l'univers feutré et scolastique des examens et concours où l'on établit en principe une stricte équité entre candidats et candidates en les isolant partiellement du monde : même lieu, même temps imparti, même programme, même échelle de notes, des entraînements préalables dans les conditions futures d'examen. Il n'est pas besoin d'être un grand spécialiste de l'histoire de l'enseignement supérieur pour savoir que les universités qu'on tente de comparer ne répondent en aucune façon à ce schéma idéal, si bien qu'il est facile, quand le classement ne vous donne pas raison ou les raisons d'y croire, de retrouver toutes les distorsions qui vicient toutes ces comparaisons et renvoient à l'histoire, à l'investissement consenti, aux spécialités, à la position dans l'espace linguistique mondial, à la hiérarchie objective des économies et des sociétés qu'on compare à travers cette loupe grossissante et déformante que seraient les établissements d'enseignement supérieur.

« Fake science », citer n'est pas jouer

Dans ce monde froid des rapports de force linguistiques et des hégémonies économiques et médiatiques, on découvre aussi que l'honnêteté (ne pas tricher est le principe à préserver pour l'examen) tend de plus en plus

²⁴ Interview de Jean-Marc Monteil in « Oublier Shanghai » actes du colloque du sénat du 6 mai 2010 Voir <http://www.senat.fr/rap/r09-577/r09-5772.html>

à disparaître. Les affaires de plagiat, les détournements de recherche, les doctorats de complaisance ont envahi l'actualité scientifique puisqu'il faut à tout prix, même si on n'en a pas les moyens intellectuels, rester dans la course aux titres, aux index de citations, à la visibilité internationale. Les sites web de chaque université cultivent la même rhétorique publicitaire de l'excellence qu'elles soient connues, inconnues ou moyennement reconnues. Le mal est parfois plus grave encore que cette rhétorique plutôt pauvre dont on attend qu'un Flaubert tire un nouveau dictionnaire des idées reçues sur l'université contemporaine. Il prétend séduire les aspirants aux études mais oublie des contraintes plus terre à terre pesant sur leur choix : distance, coût, origine sociale, nationale, etc.

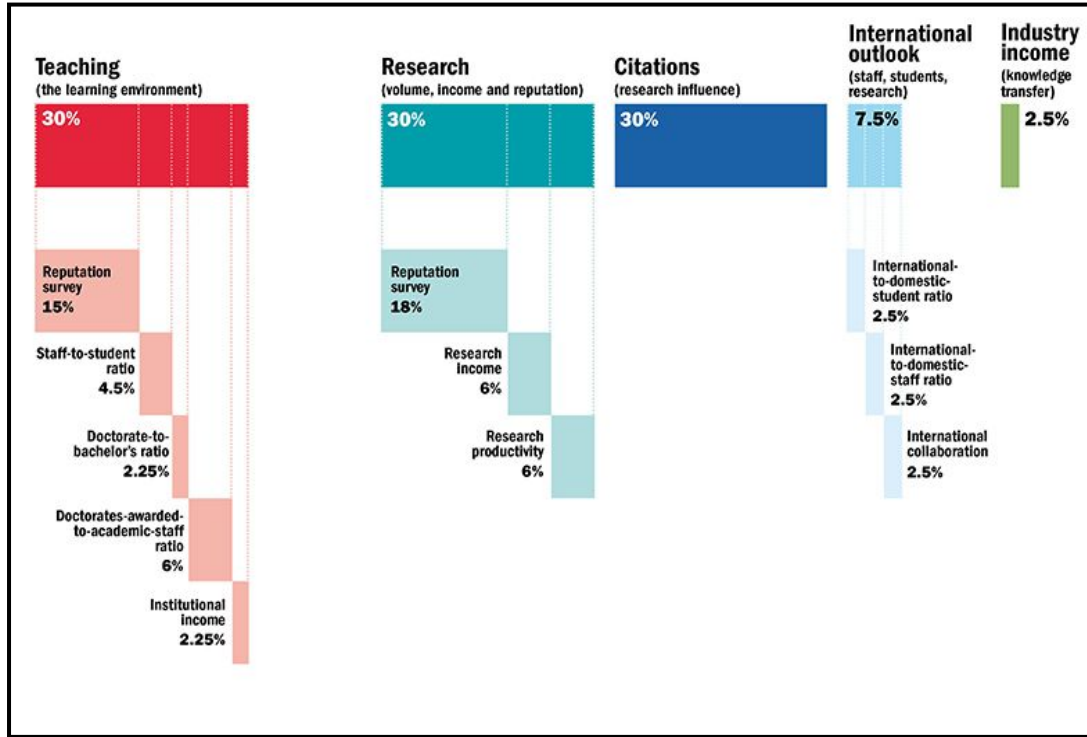
Ces nouveaux discours du meilleur des mondes universitaire ont suscité des pathologies qui vicient à la base la raison d'être même de l'université comme lieu de création du nouveau savoir. Le journal *le Monde* a consacré dans son numéro du 20 juillet 2018 (p. 6 et 7) deux pleines pages au « business de la fausse science ». On y apprend que même les fameux index de citations qui fondent certains indicateurs des classements étaient pollués par des références à des articles ou des revues qui ne correspondent nullement aux critères internationaux de l'évaluation préalable et reposent sur une économie politique bien particulière : l'absence d'évaluation réelle, des comités de rédaction purement symboliques, le paiement de droits pour être publié dans des délais rapides afin de gonfler sa bibliographie de références purement fictives, l'utilisation fallacieuse du nom de quelques spécialistes reconnus pour donner du lustre à une revue à laquelle ils ne participent en fait que sur le papier. Vu la masse grandissante des articles publiés à l'échelle mondiale, et étant donné la multiplication des revues spécialisées en ligne que plus personne ne peut réellement lire ou évaluer, cette fausse monnaie scientifique devient difficile à détecter et représente dans certains cas, notamment les pays les plus mal situés dans la compétition internationale, des pourcentages non négligeables de la production (10% ou plus) ainsi au Nigeria, en

Indonésie, au Kazakhstan, en Albanie et même dans un grand pays développé comme la Corée du Sud (5%).

Conclusion

La question des classements universitaires, thème en apparence limité, révèle au final les principales contradictions de nos sociétés : le recul de l'esprit critique, la fausse monnaie médiatique, le suivisme des décideurs intoxiqués par des indicateurs pris à leur valeur faciale, l'exploitation de ces travers des élites y compris universitaires par des intermédiaires, des entreprises de vente de réputation, des bureaucraties de la communication et du faire semblant. On assiste à la capitulation de la république des universités au profit d'un CAC 40 des managers académiques où la circulation financière remplace la circulation des idées et la hiérarchie des prestiges est directement indexée sur les capitaux gérés ou mobilisés et la manipulation des classements. On peut ainsi faire coup double : la suppression du dernier espace critique de l'ordre établi et la légitimation définitive des fractures sociales grandissantes par l'achat et la vente des diplômes comme c'était courant sous l'Ancien Régime. On cite beaucoup ces derniers temps les remarquables anticipations qu'Orwell avaient proposées dans *1984* à propos de l'intoxication mentale des sociétés de type totalitaire qu'il imaginait devoir régner à la fin du XXe siècle. Au début du XXIe siècle, cette intoxication mentale sans prendre partout la forme dite totalitaire (quoique la Chine actuelle y reste fidèle et bien d'autres pays aussi) a réussi à conquérir de manière insidieuse la plupart des espaces de réflexion sur l'université à travers cette polarisation sur les classements. Un autre anticipateur, membre d'une grande famille universitaire scientifique, Aldous Huxley imaginait, lui, dans *le meilleur des mondes* que dans son univers réglé par la biologie et les manipulations génétiques (nous y sommes aussi bientôt) la science elle-même pourrait devenir suspecte voire reniée par ceux dont elle a produit la puissance. Là encore, la prédiction se déroule sous nos yeux dans ce qu'on me permettra

d'appeler le « Trumpistan », pourtant si favorisé par les classements.



source : <https://www.timeshighereducation.com/world-university-rankings/methodology-world-university-rankings-2018>